

M. KNIGHT: J'ai exposé ce cas tel qu'il m'apparaît. Je désirais consigner ces faits au compte rendu, car j'ai l'impression que les remarques du ministre au sujet de notre gouvernement et des logements que nous avons fournis à ces jeunes gens, sont injustes. Ayant eu l'occasion de causer avec cette dame qui demeure dans un des logements de l'entreprise de Battleford-Nord, elle m'a dit que bien des gens cherchaient à louer un appartement. A ma connaissance, c'est la seule maison d'appartements au pays où un ancien combattant puisse vivre à même son allocation actuelle, tout en fréquentant l'université.

M. McILRAITH: L'honorable député sait-il combien a coûté la construction de cet immeuble?

M. KNIGHT: Non. Le renseignement doit être dans les dossiers du ministère, de sorte que mon honorable ami peut le savoir plus facilement que moi.

M. McILRAITH: J'ai posé une question sérieuse afin de mieux suivre le raisonnement de l'honorable député.

M. KNIGHT: Je sais que le gouvernement de Saskatchewan, quand il s'agit d'acheter des biens de guerre, paie le même prix que tout autre acheteur. J'ignore si le gouvernement de Saskatchewan a obtenu une subvention lors de l'achat de ces immeubles de l'aviation.

Le très hon. M. HOWE: Il a obtenu une subvention afin de lui aider à convertir ces immeubles en maisons d'appartements.

M. McILRAITH: Je présume que le Gouvernement a dû contribuer 8 p. 100, mais l'honorable député peut-il me dire si cela est exact ou si le gouvernement de Saskatchewan n'a rien déboursé?

Le très hon. M. HOWE: Il a obtenu les immeubles gratuitement.

M. KNIGHT: L'honorable député peut se procurer les chiffres plus facilement que moi. Je n'en suis pas très sûr mais je présume que le gouvernement de la Saskatchewan a payé les immeubles le même prix que quiconque. Je sais qu'il a eu beaucoup de difficulté à obtenir du ministère certains biens de guerre.

M. JOHN T. HACKETT (Stanstead): Je n'étonnerai aucun de mes collègues en disant que je m'oppose à l'amendement. Je suis opposé à ce qu'on subventionne le logement pour le même motif qui me fait m'opposer au socialisme. A mon sens, il n'est pas dans l'intérêt de la population que le Gouvernement soit le propriétaire des habitations qu'elle occupe. J'estime que cela constituerait un nouveau moyen de régir la vie et l'activité des

gens, moyen qui représente un empiètement grave sur la liberté à laquelle nous attachons tant d'importance. Toutefois, ce point de vue n'a rien de nouveau et ce n'est pas la raison qui me pousse à prendre part au débat.

La construction d'habitations se fait surtout dans les centres industriels. Au début de la semaine, en venant de Toronto par avion, j'ai vu les nombreuses maisons qu'on a construites dans la banlieue de cette grande ville. J'ai vu aussi les entreprises de logement qu'on a établies au sein de la vieille cité. C'est la population industrielle qui réclame des logements. Il y a eu augmentation naturelle de la population, mais je crois que l'accroissement du nombre de citoyens résulte de l'activité industrielle du temps de guerre.

Grâce au volume de notre production, nous avons durant la guerre aidé de façon exceptionnelle la cause alliée. Mais pour assurer ce résultat, des habitants des campagnes et des petits villages sont allés travailler dans les usines concentrées surtout, sinon exclusivement, dans les grandes villes. A leur retour du front, nos militaires, dont certains avaient pris femme outre-mer, se sont aussi établis dans les grands centres. De là, de cet accroissement de la population urbaine aux dépens de la campagne et des villages, est venue en grande partie la rareté de logements.

Sans avoir la statistique sous la main, je sais que la Saskatchewan a perdu beaucoup de ses citoyens alors que des centres comme Vancouver voyaient leurs populations s'accroître aux dépens des régions rurales. La région métropolitaine de Montréal compte maintenant près d'un million et demi d'habitants tandis que celle de Toronto est sûrement beaucoup plus peuplée aujourd'hui qu'elle ne l'était à l'ouverture du conflit.

Je suis heureux de voir le ministre du Commerce (M. Howe) diriger l'examen du bill à la Chambre. J'ai ainsi l'occasion de poser à quelqu'un qui doit s'y connaître une question qui s'impose, me semble-t-il, à toute personne intéressée à un programme à longue portée de construction d'habitations. Depuis la guerre, le Canada a considérablement augmenté sa puissance industrielle et ce sont précisément les constructeurs de ces usines et ceux qui seront appelés à les faire fonctionner qui cherchent aujourd'hui des logements. Si les gens de cette catégorie étaient convenablement logés, le problème du logement au Canada serait résolu. Il arrive souvent au ministre de parler d'un programme à longue portée.

Dans l'établissement de notre programme à longue portée du logement au Canada, il est à propos de savoir, je crois, quelles sont les